

14.4 Investissements internationaux

En 2017, les **investissements directs français à l'étranger (IDFE)**, présentés selon la méthodologie dite du **principe directionnel étendu**, s'établissent à 51,6 milliards d'euros (Md€), en légère baisse par rapport à 2016. Ils demeurent néanmoins à un niveau élevé comparativement à la période récente (39,5 Md€ en moyenne annuelle sur la période 2012-2017). Par rapport à 2016, le recul des flux en capital social français à l'étranger (26,0 Md€ en 2017) et, dans une bien moindre mesure, des bénéfices réinvestis (13,1 Md€) n'est pas compensé par la légère hausse des prêts intragroupe (12,5 Md€). Parmi les principaux pays de **première contrepartie**, les États-Unis, le Luxembourg et l'Allemagne précèdent le Royaume-Uni et les Pays-Bas. *A contrario*, les investisseurs français se désengagent de la Belgique, de la Chine et de la Suisse. Le stock d'investissements directs français à l'étranger est estimé à 1 210,4 Md€ fin 2017. Il a été multiplié par 1,8 en dix ans.

Les **investissements directs étrangers en France (IDEF)** sont en hausse de 12 Md€ par rapport à 2016, atteignant 44,2 Md€ en 2017. Il s'agit du montant le plus important depuis 2008. Cette hausse reflète celle des prêts intragroupe : en 2017, les groupes étrangers ont globalement accru le stock des capitaux prêtés aux sociétés françaises qui leur sont affiliées (8,7 Md€) alors qu'ils l'avaient réduit en 2016. Les flux de capital social ont faiblement

augmenté (28,9 Md€ en 2017) et les bénéfices réinvestis (6,5 Md€) un peu diminué. Les principaux pays de provenance des flux d'IDEF sont le Royaume-Uni, les Pays-Bas, les États-Unis et l'Espagne. En sens inverse, l'Allemagne et surtout le Luxembourg ont réduit leurs investissements en France. Le stock d'investissements directs étrangers en France se monte à 729,2 Md€ fin 2017. Il a été multiplié par 1,7 en dix ans.

En 2017, les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) ont chuté de 23 % pour s'établir à 1 430 milliards de dollars. Cette baisse tient en partie à une diminution de 22 % de la valeur des fusions-acquisitions internationales. Même si l'on fait abstraction des grosses opérations ponctuelles et des restructurations d'entreprises de 2016, la baisse de 2017 reste importante. Les flux d'IED vers les pays en développement sont restés stables à 671 milliards de dollars, après la baisse de 10 % en 2016. Les flux à destination des pays développés ont chuté de 37 % à 712 milliards de dollars : le volume des fusions-acquisitions internationales a diminué de 29 % sous l'effet d'une baisse du nombre des méga transactions et des restructurations d'entreprises. Les entrées d'IED dans les économies en transition ont baissé à 47 milliards de dollars, soit le deuxième niveau le plus bas depuis 2005. Cette baisse reflète les incertitudes géopolitiques et l'atonie de l'investissement dans les ressources naturelles. ■

Définitions

Investissements directs étrangers (IDE) : investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Première contrepartie, principe directionnel étendu, résidents : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018
- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, juillet 2018.
- « World investment report 2018 », *Rapport annuel*, CNUCED, juin 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Investissements internationaux 14.4

Flux d'investissements directs selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2016 (r)		2017	
	Étrangers en France	Français à l'étranger	Étrangers en France	Français à l'étranger
Union européenne	29,5	31,9	30,7	33,4
Zone euro	27,0	32,5	12,1	22,5
dont : Allemagne	5,3	9,3	- 0,4	8,7
Belgique	- 4,0	9,2	0,0	- 10,3
Espagne	0,5	4,2	3,4	0,5
Irlande	- 0,5	- 2,1	0,9	3,1
Italie	3,4	12,5	1,0	3,5
Luxembourg	11,0	- 3,9	- 4,1	10,1
Pays-Bas	- 1,5	4,0	7,4	4,8
Autres pays de l'UE	2,4	- 0,6	18,6	10,9
dont : Pologne	- 0,7	0,5	0,6	- 0,5
Rép. tchèque	0,1	0,4	0,1	0,2
Roumanie	- 0,2	0,1	0,0	0,1
Royaume-Uni	1,9	- 1,6	17,8	7,1
Suède	1,1	- 0,3	0,1	4,1
Autres pays industrialisés	- 0,7	19,1	10,5	18,9
dont : États-Unis	- 5,1	15,4	7,1	14,3
Japon	1,0	1,6	0,7	2,1
Suisse	2,3	2,8	1,7	- 0,6
Reste du monde	3,0	6,2	3,0	- 0,8
dont : Brésil	0,0	2,0	0,1	2,0
Chine	0,2	0,3	- 0,4	- 0,9
Inde	- 0,1	- 0,8	0,0	0,2
Total	31,8	57,2	44,2	51,6

Note : le signe « - » indique un désinvestissement. Les données sont établies conformément à la nouvelle méthode de calcul des IDE, qui repose sur l'application du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

en milliards d'euros

Au 31 décembre	2015 (r)	2016 (r)	2017
Investissements français à l'étranger			
Stocks ¹	1 164,9	1 214,0	1 210,4
Investissements étrangers en France²			
Stocks ¹	631,4	668,7	729,2

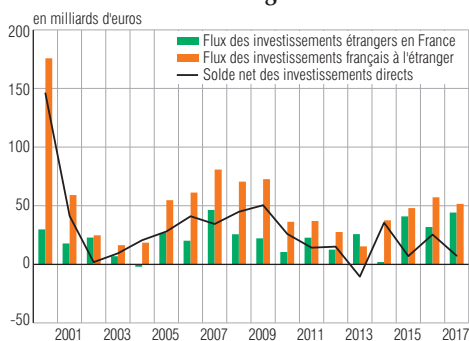
1. Capitaux propres en valeur mixte (y c. investissements immobiliers).

2. La base de données É sane de l'Insee est utilisée en complément du fichier bancaire des entreprises (Fiben) de la Banque de France.

Note : stocks collectés pour 2015 et 2016 ; stocks estimés pour 2017.

Sources : Banque de France ; Insee, É sane.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger de 2000 à 2017



Note : flux établis en application de la règle du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Principaux flux d'investissements directs dans le monde

en milliards de dollars

	Flux entrants		Flux sortants	
	2016 (r)	2017	2016 (r)	2017
Allemagne	17	35	51	82
Australie	48	46	2	5
Belgique	30	1	22	21
Brésil	58	63	- 7	- 1
Canada	37	24	74	77
Chine	134	136	196	125
Corée du Sud	12	17	30	32
Émirats arabes unis	10	10	13	14
Espagne	20	19	38	41
États-Unis	457	275	281	342
France	35	50	63	58
Hong Kong	117	104	60	83
Inde	44	40	5	11
Indonésie	4	23	- 12	3
Irlande	15	29	29	19
Israël	12	19	13	6
Italie	22	17	18	4
Japon	11	10	145	160
Luxembourg	45	7	44	41
Mexique	30	30	2	5
Pays-Bas	86	58	172	23
Royaume-Uni	196	15	- 23	100
Russie	37	25	27	36
Singapour	77	62	28	25
Suède	12	15	6	24
Suisse	48	41	72	- 15
Thaïlande	2	8	12	19
UE	524	304	453	436
Monde	1 868	1 430	1 473	1 430

Note : hors centres financiers offshore des Caraïbes.

Source : CNUCED, World Investment Report 2017.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Titre de la double-page

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisés ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²		Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²	
		2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²			2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2	Transport	1 451	3,1	2,8
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1	Achats de véhicules	362	0,7	1,7
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4	Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5	Services de transport	288	2,0	1,1
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7	Communications	285	-4,2	-4,2
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3	Services postaux	17	3,8	3,8
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0
Tabac	188	2,7	6,0	Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0	Loisirs et culture	894	0,3	0,5
Habillement	357	0,1	0,0	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1	Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4	Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2	Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6	Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5	Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9	Éducation	4	1,2	0,6
Mobilier, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1	Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0	Restauration et cafés	587	1,4	1,2
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2	Services d'hébergement	165	2,4	2,0
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2	Autres biens et services	1 341	1,1	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9	Soins personnels	278	0,3	0,2
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0	Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4	Protection sociale	485	0,9	1,0
Santé	1 063	-0,2	0,5	Assurances	296	2,1	2,3
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7	Services financiers	38	2,5	2,2
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2	Autres services	125	0,9	1,1

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

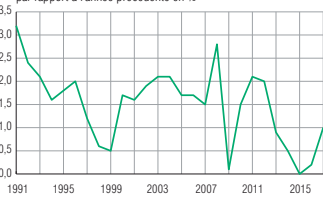
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecins généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Essence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16		17/16
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème